

Communiqué de presse
Berne, le 23 février 2016

PS et politique industrielle: Monsieur Bonhomme est un incendiaire

L'attaque du président du PS contre le conseiller fédéral Schneider-Ammann est inopportune et clairement condamnable. C'est précisément le PS qui, avec son projet de mettre fin au capitalisme, se démène pour bloquer, au Parlement, toute mesure d'allègement des charges pesant sur l'économie. Dans un revirement surprenant, le voici qui exige maintenant une politique industrielle, autrement dit un interventionnisme de l'État propre à saper et affaiblir la capacité d'innovation de l'économie suisse, sa compétitivité et sa productivité. L'usam dénonce ce baratin.

Tout à coup, le PS veut une politique industrielle. C'est pour le moins abracadabrant. Car c'est le PS qui prône l'abolition du capitalisme. C'est lui qui pousse à la désindustrialisation, avançant projet sur projet dans ce sens: 6 semaines de vacances, diktat salarial 1:12, salaires minimums etc. Et c'est le PS qui, au Parlement, bloque toute mesure d'allègement des charges pesant sur l'économie. Plus important encore: la politique industrielle est le chemin le plus sûr vers le déclin. L'Union suisse des arts et métiers usam rejette toute forme de politique industrielle. Ce qu'elle veut, c'est une politique économique qui mise sur la concurrence, la productivité et l'innovation.

La politique industrielle n'est rien d'autre que protectionnisme et interventionnisme étatique. Elle rend l'industrie amorphe, peu innovante, peu productive et, finalement, non concurrentielle. Elle a également des effets négatifs sur les salaires selon la branche d'activité. Les parallèles que tire le PS avec la crise financière sont dangereux. À l'époque, le PS demandait quasiment l'étatisation des établissements financiers et des interventions de l'État par milliards de francs. Or le PS a abusé de la crise financière pour imposer toujours plus de réglementations onéreuses. Le train de mesures conjoncturelles, de l'ordre de 6 à 7 milliards de francs, qu'il exigeait alors avait heureusement été rejeté. De fait, après deux mois de récession, la croissance économique avait repris.

Plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'usam veut une politique économique ouverte misant sur les forces du marché. Ce qui implique non seulement de renforcer la formation, en particulier la formation professionnelle supérieure, mais également de réduire avec détermination les coûts de la réglementation. Pour l'ensemble des entreprises, ceux-ci correspondent, chaque année, à quelque 10 pour cent du PIB de la Suisse. Si les frais réglementaires inutiles sont supprimés, les entreprises auront davantage de moyens à leur disposition pour investir dans la productivité et l'innovation. Le véritable programme de croissance de la Suisse n'est autre que la réduction des coûts de la réglementation.

Renseignements complémentaires

Jean-François Rime, président, tél. 026 919 82 82, mobile 079 230 24 03

Hans-Ulrich Bigler, directeur, tél. 031 380 14 14, mobile 079 285 47 09

Numéro 1: plus grande organisation faîtière de l'économie suisse,
l'usam représente 250 associations et quelque 300 000 PME